

## **Discours Royale adressé aux participants au 2<sup>ème</sup> sommet Afrique-UE**

"Louange à Dieu.  
Prière et salut sur le Prophète.  
Sa famille et Ses compagnons.

Monsieur le Président de la République du Portugal.  
Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement.  
Excellences. Mesdames et Messieurs.

C'est pour Moi un réel plaisir de M'adresser à ce 2<sup>ème</sup> Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement d'Afrique et de l'Union Européenne qui constitue une étape importante dans le renforcement du dialogue et des liens de solidarité entre nos deux continents.

Il M'est tout aussi agréable d'exprimer mes vifs remerciements au gouvernement et au peuple portugais pour les efforts consentis en vue d'assurer le succès de ce Sommet.

Aucours de notre Sommet du Caire, tenu en 2000, nous avons jeté ensemble les jalons d'un partenariat bi-continental novateur et ambitieux. La philosophie de notre projet collectif procédait alors du sentiment de destin commun et de la nature imbriquée et croisée des intérêts et des enjeux des pays africains et européens.

L'objectif que nous nous étions fixé à cette occasion était de faire de notre partenariat un levier de solidarité face aux défis de la mondialisation, un gage d'intégration dans les échanges internationaux, un vecteur de rapprochement culturel, susceptible de le prémunir des réflexes fâcheux de méfiance et de rejet, ainsi qu'un bon motif pour concrétiser toutes les ambitions qui ont été formulées alors.

Sept ans après, le Sommet d'aujourd'hui nous offre une occasion historique pour évaluer nos réalisations, jeter les nouvelles bases d'un partenariat stratégique, prometteur et fructueux et définir un plan d'action concret, ayant pour objectif le renforcement de notre concertation et la convergence de nos politiques.

Excellences. Mesdames et Messieurs.

Tout en faisant face aux nouveaux enjeux régionaux et internationaux liés notamment à la menace terroriste, aux perturbations de la mondialisation et à la complexité des mouvements migratoires, la majorité des pays Africains se sont employés, au cours de la période récente, à enclencher des dynamiques endogènes de réformes et de transformation et à relever les défis auxquels ils font face.

Par ces dynamiques et à travers ses récentes performances économiques, notre continent envoie un signal fort à ses partenaires, celui d'une Afrique qui bouge, d'une Afrique en pleine mutation, d'une Afrique

résolue à s'engager sur la voie d'un changement durable et à jouer pleinement son rôle dans les nouveaux équilibres mondiaux.

Cependant, de tels efforts sont entrepris alors même que le continent africain demeure confronté aux défis de la pauvreté, de l'analphabétisme, du chômage, des pandémies et des problèmes écologiques. Parallèlement, l'Afrique continue à abriter des foyers de tensions et de conflits armés qui occasionnent une énorme hémorragie de ses capacités, ce qui se traduit par des effets pervers et détourne malheureusement le continent africain des vrais objectifs de développement qui sont les siens.

Aussi, est-il de notre devoir de soutenir les efforts que les pays africains ne cessent de déployer pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits par les voies pacifiques, ainsi qu'en matière de reconstruction.

Mais il est deux défis autrement plus dangereux, à savoir la tentation de la balkanisation des entités nationales et l'appui aux mouvements séparatistes et aux entités factices, qui n'ont d'ailleurs pas de place dans un monde marqué par la prévalence des grands ensembles.

Cette situation d'instabilité constitue un terrain fertile aux trafics d'armes, de drogues et d'êtres humains, et à la prolifération de nébuleuses terroristes qui menacent la stabilité de la région tout entière.

Ainsi, et pour urgent qu'il soit, le traitement que réservera notre partenariat aux défis qui se posent à l'Afrique, devrait être précédé par une réponse stratégique à la menace lancinante qui guette la souveraineté, l'unité nationale et l'intégrité territoriale de chaque pays africain.

L'on peut donc dire que si la paix et la sécurité sont deux conditions nécessaires au développement durable, la préservation de l'unité et de l'entente nationales et les efforts d'intégration régionale sont autant d'impératifs pressants pour resserrer les solidarités et résorber les tensions. En effet, les litiges et contentieux souvent anachroniques parce qu'hérités d'un passé révolu, ne sauraient trouver de solution que par le dialogue et la concertation et dans un esprit d'ouverture et de réalisme.

De telles solidarités supposent également que les vertus de bon voisinage et de respect mutuel doivent prévaloir en toute circonstance et ne sauraient souffrir d'actes susceptibles de heurter les sentiments nationaux.

Excellences.

Mesdames et Messieurs.

Fiers des liens séculaires qui unissent le Maroc à son environnement africain et fidèles à l'engagement stratégique du Royaume de promouvoir la coopération Sud-Sud, nous nous sommes attelés à développer des relations bilatérales confiantes, solidaires et mutuellement bénéfiques avec nos pays africains.

A cet égard, j'ai effectué, ces dernières années, de nombreuses visites dans les pays africains frères pour me concerter avec leurs dirigeants et m'informer des possibilités de complémentarité et d'échanges entre le Maroc et les autres pays de notre continent, notamment dans le cadre de nos objectifs partagés en matière de développement durable.

L'action du Royaume du Maroc envers les pays africains frères vise constamment à promouvoir les valeurs de participation, de proximité et de solidarité. Elle s'inspire, ce faisant, de l'Initiative Nationale de Développement Humain, que J'avais lancée au printemps 2005.

Ainsi, et tout en nous réjouissant des résultats positifs enregistrés et des projets réalisés avec plusieurs pays africains, nous réitérons notre ferme engagement à conforter cette méthodologie participative qui favorise l'échange des expériences et du savoir-faire avec nos frères d'Afrique et la concrétisation de projets destinés à améliorer les indicateurs de développement humain, et à promouvoir la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Nous nous engageons aussi à oeuvrer au raffermissement de ces échanges dans le cadre d'une coopération triangulaire agissante et solidaire, au bénéfice de l'ensemble des pays africains frères, et dans laquelle l'Union Européenne jouera un rôle important.

En effet, de par sa position géographique, son histoire et ses traditions, le Royaume du Maroc a toujours été une terre de dialogue et de rencontres. Il reste aujourd'hui un espace de concrétisation de la coopération et de la solidarité tant interafricaine qu'euro-africaine.

Nous saluons, à cet égard, l'initiative prometteuse lancée par Notre Grand Ami, Son Excellence le Président de la République Française, Monsieur Nicolas Sarkozy, appelant à oeuvrer pour l'édification d'un partenariat euro-africain novateur, dont la Méditerranée sera l'axe et le pivot. Une telle initiative, Nous en sommes persuadé, est de nature à conférer à notre partenariat un élan stratégique indéniable.

Excellences.

Mesdames et Messieurs.

Parmi les multiples défis auxquels l'Afrique fait face figurent les problèmes de l'environnement. Prenant une ampleur inquiétante, la déforestation galopante, la désertification rampante, la dégradation des sols, la sécheresse, les problèmes d'accès à l'eau et le changement climatique demeurent des facteurs d'aggravation de la pauvreté et de menace pour la stabilité des populations. Aussi notre Sommet devrait-il nous permettre d'imprimer à notre partenariat une nouvelle dynamique, à la hauteur des enjeux du développement durable et des changements climatiques, et oeuvrer pour le renforcement des capacités africaines d'adaptation et de maîtrise de ces phénomènes dont les effets pourraient être dévastateurs.

Un tel engagement est nécessaire du fait qu'une dialectique vertueuse entre les enjeux de l'environnement et ceux du développement, permettra assurément une plus grande stabilité des populations et une meilleure maîtrise des mouvements migratoires.

Ce phénomène, qui connaît une forte accélération dans le contexte de la mondialisation, revêt une dimension particulière dans l'espace afro-européen, où il exprime fondamentalement les disparités économiques et démographiques entre nos deux continents.

Seule une gestion concertée et maîtrisée, dans le cadre d'une approche globale et intégrée, de ces mouvements migratoires, nous permettra de répondre aux préoccupations qu'ils suscitent et aux tensions qu'ils provoquent, et de tirer le meilleur parti de leur apport indéniable pour le développement au sein de notre espace bi-continental, au nord comme au sud.

C'est dans cet esprit que la conférence euro-africaine sur la migration et le développement, abritée par le Royaume du Maroc en juillet 2006, a mis en orbite la concertation entre nos deux continents en la matière. Elle a également révélé que la réponse à la problématique migratoire contemporaine ne peut être ni nationale, ni bilatérale, et encore moins strictement sécuritaire. Elle doit nécessairement être collective, transrégionale, multidimensionnelle, prospective et surtout humaine.

Notre espoir est grand de voir la prochaine conférence euro-africaine, prévue en France au deuxième semestre 2008, déboucher sur une plus grande implémentation du Plan d'Action de Rabat, à travers notamment la prise en charge des différents problèmes inhérents au mouvement migratoire.

Excellences.

Mesdames et Messieurs.

L'ampleur des enjeux auxquels nous sommes confrontés, tout comme le formidable potentiel de la relation entre nos deux continents, nous offrent une opportunité sans précédent pour la promotion d'un partenariat novateur entre une Europe unie et une Afrique émergente, un partenariat solide et équitable, basé sur le respect et la promotion des intérêts mutuels.

L'Afrique et l'Union Européenne devront faire en sorte que la mondialisation devienne une force positive pour le développement et non un facteur de marginalisation. Le développement durable, le commerce et l'intégration régionale devront être, à cet égard, parmi les thématiques centrales de la coopération entre les deux continents.

Dans cette perspective, il sera pertinent de prendre en considération la donne régionale africaine, en s'appuyant particulièrement sur la gamme plurielle et diversifiée des cadres de coopération établis entre chacune des régions africaines et l'Union européenne (Accord de Cotonou, Partenariat Euro-méditerranéen, Politique de Voisinage).

Car, au-delà de la cohérence stratégique d'ensemble qui devrait, certes, permettre d'appréhender l'Afrique dans sa globalité, les instruments opérationnels de notre partenariat devraient donner la place qui leur revient aux Communautés Economiques Régionales (CERs) qui constituent les noyaux durs et les préalables à toute intégration régionale.

Dans cet esprit, nous formons l'espoir que les Accords de Partenariat Economique, que l'Union européenne est en train de négocier avec chacune des régions d'Afrique puissent répondre aux attentes et aux aspirations des pays africains frères.

Excellences.

Mesdames et Messieurs.

La mise en place d'une nouvelle dynamique de dialogue et de concertation politiques entre nos deux continents, permettant de promouvoir la paix et la sécurité, favoriser les normes de bonne gouvernance et renforcer la coopération dans les domaines économiques, sociaux, techniques, culturels et humains, devrait constituer le socle de notre partenariat pour les années à venir.

La réalisation en commun de tous ces objectifs requiert un suivi régulier aux niveaux politique et technique, afin que la Stratégie Conjointe et le Plan d'Action qui seront adoptés par notre conférence puissent produire leurs pleins effets.

Excellences.

Le cheminement que notre partenariat est appelé à faire est désormais clair. Nous formons le voeu qu'à l'occasion de notre prochaine conférence au Sommet, il nous sera possible de constater les avancées substantielles que notre partenariat aura réalisées.

Je vous remercie de votre attention.

Wassalamou alaikoum warahmatoullahi wa barakatouh".